

ACTUALITÉS

Colloque aux HEC Des jeunes réclament le remboursement de la dette

Charest refuse d'abandonner les baisses d'impôts

MALORIE BEAUCHEMIN

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a refusé de mettre de côté la promesse de baisser les impôts au profit d'un remboursement de la dette, comme le réclame une coalition de groupes de jeunes, dont Force jeunesse et le Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec (RJGAQ), qui organisait hier un colloque auquel participait M. Charest.

« Les baisses d'impôts sont un engagement qu'on aurait voulu tenir plus tôt, mais on a dû faire des choix », a déclaré M. Charest devant quelque 200 participants au colloque *Les enjeux d'aujourd'hui pour les leaders de demain*. « Si les impôts sont trop élevés, ça devient un incitatif pour les gens d'ici d'aller travailler ailleurs. (...) La question des impôts va demeurer une préoccupation. »

Le premier ministre s'est toutefois prononcé en faveur d'un remboursement de la dette, en comparant celle-ci aux toits d'aréna qui se sont effondrés sous le poids de la neige en Europe. « Si la dette s'accumule sur nos toits, et qu'on a moins de bras pour les retenir (baisse démographique), on risque l'effondrement », a-t-il affirmé.

Vive déception

La réaction ne s'est pas faite attendre de la part des organisateurs de l'événement. « On est déçus d'apprendre que le premier ministre ne renonce pas aux baisses d'impôts, parce qu'on croit qu'il est impossible de faire les deux en même

temps. On constate qu'il y a peu de volonté du gouvernement », a souligné François Tremblay, président de Force jeunesse. « Chez les jeunes, il y a un consensus qui se dégage en faveur du remboursement de la dette »,

a ajouté le président du RJGAQ, Sébastien Leblanc.

M. Charest n'a pas voulu répondre aux questions des journalistes. « Sa participation, aujourd'hui, c'est un discours et des questions de la salle. Il n'y

aura pas de *scrum*, M. Charest en fait déjà beaucoup dans une semaine », a répondu son attaché de presse.

Autre invité de marque, l'ancien premier ministre et professeur à l'École des sciences de la

gestion de l'UQAM, Bernard Landry, a livré une conférence à la fois cynique et critique envers le gouvernement actuel. Selon lui, le défi à relever est de combler le déficit démographique; il ajoute que les solutions se trouvent notamment dans l'éducation et l'immigration.

Omar Aktouf se sent brimé

Omar Aktouf, professeur en management à HEC Montréal et militant de longue date de l'Union des forces progressistes, ouvertement de gauche, s'est senti brimé dans son droit d'affirmer des opinions politiques différentes lors du colloque d'hier. Il était en ligne pour poser une question au premier ministre lorsque les attachés de presse de M. Charest ont mis fin à la rencontre, plus tôt que prévu.

« Je voulais demander à M. Charest comment il concilie le développement durable, dont il n'arrête pas de parler, et toutes ses politiques néolibérales. C'est inconciliable, a avancé M. Aktouf. Malheureusement, ses attachés de presse ont décidé que les questions finissaient quand mon tour est arrivé. »

Le professeur Aktouf, qui tenait un atelier en matinée, a déploré le fait que très peu d'opinions différentes aient été entendues pendant le colloque. « Avec le discours unique qu'il y a eu toute la journée, il fallait bien que je sois là pour offrir une voix discordante, a-t-il expliqué. Je déplore le fait que tous les conférenciers de plénière et des panels, sauf M. Landry, soient du même discours néolibéral de droite. »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Jean Charest à l'École des hautes études commerciales de Montréal hier, lors d'un colloque organisé par des groupes de jeunes.

Quel Québec pour les leaders de demain?

Maysa Pharès

Le Colloque force jeunesse 2006 invite les jeunes à penser leur rôle dans le Québec.

Samedi 4 février, le Colloque 2006 de Force jeunesse, organisé en association avec le Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec, faisait salle comble dans l'enceinte de HEC Montréal. Un programme ambitieux devait, la journée durant, porter conférenciers et participants à s'interroger sur les défis à relever pour la jeunesse québécoise. C'était l'occasion d'évaluer le chemin parcouru au Québec ces dernières décennies, d'analyser la situation actuelle et d'en déduire «les enjeux d'aujourd'hui pour les leaders de demain».



Le premier ministre du Québec, Jean Charest

Pour François Tremblay, président de Force jeunesse, le colloque devait favoriser les échanges et le «réseautage» entre les participants. C'est pourquoi la journée s'articulait autour d'une série de conférences ponctuée d'ateliers en comités restreints. Se succédèrent au micro Claude Béland, ex-président du Mouvement Desjardins, André Pratte, éditorialiste en chef de La Presse, et Bernard Landry, ex-premier ministre du Québec. Jean Charest, premier ministre actuel de la province, vint clore la série des intervenants. Dans les ateliers, universitaires, syndicalistes et représentants d'organismes régionaux animaient les réflexions sur l'évolution du monde du travail et l'état des finances publiques.



Bernard Landry écoute sagement un autre paneliste.

Bilan du chemin parcouru

Les conférenciers et panélistes ont fait part d'un optimisme mitigé à l'égard de l'avenir de la province. Cela dit, Bernard Landry estime que le chemin parcouru ces dernières années démontre qu'il est possible de «partir d'une situation difficile pour en faire une situation brillante». M. Landry a évoqué l'état «médiocre» de l'économie québécoise des années soixante, dans une société marquée par une «démocratie à l'avenant et le favoritisme», ainsi qu'un niveau d'éducation parmi les plus bas des pays occidentaux.

Témoignant des progrès accomplis, M. Landry a souligné que le pouvoir d'achat du Québec est aujourd'hui égal, voire supérieur à celui de l'Ontario. Le Québec se range par ailleurs au 10^e rang mondial en termes de PIB par habitant. M. Landry explique ces changements en invoquant le dynamisme dont a su faire preuve le Québec, notamment en investissant 2,3 p. cent de son PIB annuel dans la recherche et le développement, quand le Canada n'en investit que 1,8 p. cent.

Les défis à venir

Si le bilan est positif, il reste cependant que le Québec fait face à des défis de taille. Pour Jean Charest, il est nécessaire d'«adapter notre société à un nouveau contexte », celui d'une concurrence internationale rendue plus rude par l'émergence de nouvelles économies. Le défi économique se double d'un constat démographique: l'évolution de la population québécoise sera un obstacle au positionnement de la région sur la scène mondiale, face à des géants démographiques comme l'Inde. De plus, M. Charest a insisté sur la trop grande dépendance commerciale du Québec par rapport aux États-Unis.

Dans le domaine des finances publiques, ont été abordées les questions du déséquilibre fiscal, de l'investissement dans le réseau de santé, dans la recherche et l'éducation. Pour Jean Charest, il faut allier la performance économique au financement à long terme des programmes sociaux.

Faut-il un «modèle» régional, ou la souveraineté nationale?

Certains, comme M. Béland, voient la solution dans la «recréation d'une vision commune du modèle québécois». Constatant qu'au fil des ans la cohésion sociale qui caractérisait la société québécoise s'est estompée, il note que «l'on en est venu à penser que le modèle québécois était le bonheur individuel, alors que c'était [autrefois] le bonheur collectif». Une société solidaire est, pour M. Béland, le prérequis fondamental de la prospérité. C'est pourquoi le défi majeur sera d'agir pour le rééquilibrage des forces politiques, financières et civiles.

Un autre aspect de la solution québécoise se trouve dans le développement de la région et son positionnement à l'échelle nationale et mondiale. Le projet ACCORD du ministère du Développement économique tend à accomplir cet objectif en construisant un pôle régional productif et compétitif, fondé sur le maillage d'industries performantes et des relations interrégionales fortes. Pour d'autres, comme Bernard Landry, «la souveraineté est au centre des solutions» et pour que le Québec dispose de tous ses moyens, il faut qu'il ait un État souverain.